

LES MED: C'EST PAS DES TABLETTES

Le discours patronal et celui du milieu des affaires nous incitent à croire qu'il y a beaucoup de professeurs dans les CEGEPS qui sont payés à ne rien faire.

Nous avons donc l'impression que notre sécurité d'emploi est trop "généreuse" d'une part et que nous acceptons facilement d'avoir du monde à ne rien faire d'autre part.

C'EST FAUX DE DIRE QU'IL Y A DES PROFESSEURS PAYÉS À NE RIEN FAIRE

Si nous regardons les différents dossiers de négociation, nous pourrions facilement imaginer que notre sécurité d'emploi sera l'une des cibles des attaques patronales lors de la ronde qui s'amorce. Pourquoi? Parce qu'il semble qu'elle est une des causes importantes des déficits gouvernementaux. En effet, on laisse entendre qu'une multitude d'enseignant-e-s sont payé-e-s à ne rien faire et que l'État ne peut se permettre un tel gaspillage.

Pour étayer ces affirmations, on utilise des chiffres donnant le nombre d'enseignant-e-s mis-e-s en disponibilité (MED). On prend bien soin de ne pas mentionner que la très grande majorité de ces enseignant-e-s ne coûte rien de plus à l'État car ils-elles font de l'enseignement qui devrait être assumé de toute façon. D'ailleurs, le Conseil Supérieur de l'Éducation indique:

"Il est faux de prétendre que les professeurs mis en disponibilité ne font rien: non seulement la plupart travaillent, mais la majorité d'entre eux ont été écartés inutilement de leurs postes". (Le Devoir, 8 janvier 1982)

VOICI DES FAITS

1- Lorsqu'il s'agit des prévisions de clientèles dans le réseau et de l'allocation des professeurs, processus qui se situe de novembre à février (demandes des collèges, en novembre ou décembre; réponse du MEQ en janvier ou février), nous constatons que les clientèles réelles et vérifiées au 30 septembre suivant dépassent de plus en plus les prévisions autorisées de janvier ou février. Ainsi donc, dans les CEGEP, lorsque nous examinons les prévisions et les allocations du MEQ, nous constatons qu'au cours des dernières années ces prévisions se sont avérées, règle générale, fausses et que la clientèle de l'année précédente aurait constitué une évaluation de la clientèle réelle beaucoup plus juste.

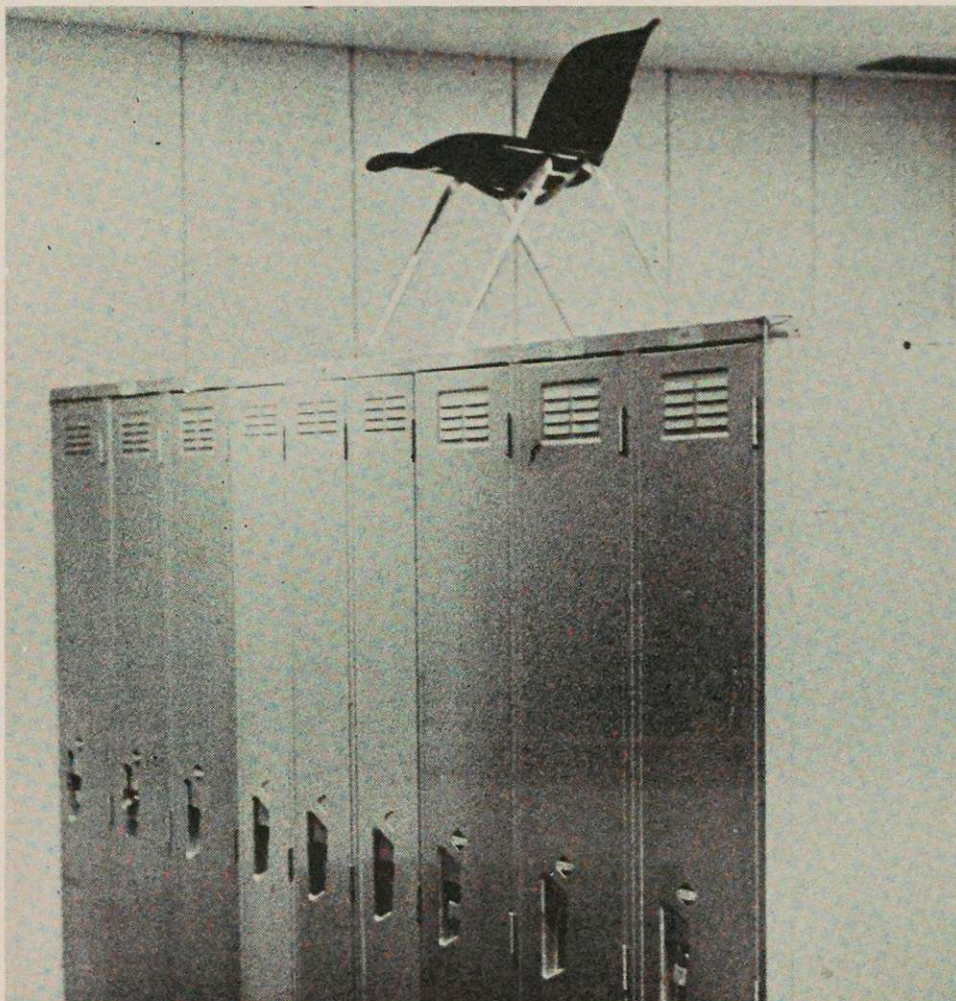


TABLEAU I
Clientèles réelles et clientèles autorisées dans le réseau des CEGEP depuis 1976

Année	76-77	77-78	78-79	79-80	80-81	81-82
Prévision	102,754	108,162	116,004	114,673	112,471	115,509
Réelle au 20 septembre	105,790	117,665	120,035	116,706	118,108	122,846
Écart entre le réel et la prévision	+3%	+8.8%	+3.4%	+1.8%	+5%	+6%
Nombre de collèges où la clientèle réelle était plus près du réel de l'année précédente que des prévisions du MEQ (sur 47 collèges)	non disponible	13	28	23	30	32
Nombre de collèges où le réel fut inférieur à la prévision du MEQ (sur 47 collèges)	11	4	8	12	6	2

En 1980-1981, seul six (6) collèges ont eu une clientèle vérifiée au 20 septembre, qui s'avérait être moindre que la prévision autorisée par le MEQ en janvier ou février. En 1981-1982, c'était deux (2) collèges seulement. Pour au moins trente (30) autres collèges, le fait d'avoir eu une sous-évaluation de la clientèle a amené des mises en disponibilité inutiles.

2- Lorsqu'il s'agit de coupures dans l'éducation, nous ne sommes pas les seuls à défendre une plus grande accessibilité et une plus grande démocratisation. Ainsi, Claude Ostiguy, président du Service régional d'admission du Montréal métropolitain (SRAM) écrivait dans le **Cegeprop** de décembre 1981:

"Il semble... que la démocratisation du niveau collégial n'est pas terminée. Le Québec a d'ailleurs encore un retard à rattraper en ce qui concerne l'enseignement post-secondaire. En effet, la fréquentation post-secondaire québécoise n'atteint pas les niveaux enregistrés en Ontario et aux États-Unis*; une récente étude comparative du MEQ indique que le Québec est bien en deçà de ses voisins (1). Cette croissance réelle de la clientèle collégiale coïncide malheureusement avec une décroissance des budgets du collège.

En effet, bien que l'enveloppe des collèges ait augmenté de 8.21% en 1981-1982, l'actuel taux d'inflation permet d'affirmer qu'en dollars constants les collèges connaissent cette année une sérieuse décroissance budgétaire (2)."

* Souligné par nous

(1) André Lespérance: "La fréquentation scolaire post-secondaire au Québec et en Ontario de 1976-77 à 1978-1979 et aux États-Unis en 1976-1977". Direction des études économiques et démographiques, MEQ

(2) Claude Ostiguy: "La clientèle imprévue de l'automne 1981" dans **Cegeprop**, décembre 1981, p. 14

Ces faits mettent donc en évidence que les services en éducation sont maintenus de plus en plus difficilement ou parfois sont tout simplement coupés. Au niveau collégial, la démocratisation est loin d'être terminée et, de plus, il y a augmentation de la clientèle étudiante.

Donc:

1. Le MEQ fait des prévisions pessimistes qui conduisent à des mises en disponibilité inutiles.

2. Les MED travaillent: les clientèles sont en hausse et l'organisation de notre travail permet amplement de les utiliser sans qu'ils soient payés à ne rien faire.

3. L'on veut nous faire croire que nous avons un système d'éducation plus "chromé" que nos voisins: dans les années 60, le système d'éducation coûtait 52\$ per capita en Ontario, alors qu'il en coûtait 31\$ au Québec. Nous avons un rattrapage (charge sociale plus lourde) à effectuer. Aujourd'hui il en coûte 667\$ per capita en Ontario et 836\$ au Québec. Et pourtant, nous sommes encore sous-scolarisés.

4- Et pourtant, seulement 26.5% des étudiant-e-s du secondaire accèdent au collégial.

